Envoyé en préfecture le 08/06/2026
Reçu en préfecture le 08/06/2026
Publié le
ID : 022-212200190-20260605-DCM2026_045-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département des Côtes d'Armor
COMMUNE DE BRINGOLO

EXTRAIT du REGISTRE
DES DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
Séance 05 juin 2026

Date de convocation :
27 mai 2026

Date d'affichage :
27 mai 2026

Nombre de conseillers :

En exercice	15
Présents	9
Votants	14

L'an deux mil vingt-six, le vendredi cinq juin à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil Municipal de la Commune de BRINGOLO légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Mme Marie-Christine HELLO, Maire.

Présents : Marie-Christine HELLO, Marie-Josèphe TOQUET, Jean-Michel THOMAS, Sandra CARCAUD, Noéline COSTAN-ZANON, Jérôme FAIX, Richard GLAUDEL, Fabien LE PERDU, Philippe THOMAS.

Absents excusés : Floriane DAMON, pouvoir à Noéline COSTAN-ZANON
Laura DESBOIS, pouvoir à Marie-Josèphe TOQUET
Aurélie GELIN, pouvoir à Fabien LE PERDU
Cyril RICHARD, pouvoir à Philippe THOMAS
Audrey ROUXEL, pouvoir à Richard GLAUDEL
Jean-Philippe NADAL, non représenté.

Secrétaire de séance : Marie-Josèphe TOQUET

DCM2026/045 : DELEGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Le Maire expose que les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales donnent au conseil municipal la possibilité de déléguer au maire pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée.

Afin de faciliter le bon fonctionnement de l'administration communal, l'assemblée est invitée à examiner cette possibilité et se prononcer sur ce point.

Ouï l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DONNE délégation au Maire**, pour la durée de son mandat, dans les domaines suivants mentionnés à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales :

  1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

  3° De procéder, dans la limite de 992 212 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 (article permettant de déléguer

Envoyé en préfecture le 08/06/2026
Reçu en préfecture le 08/06/2026
Publié le
ID : 022-212200190-20260605-DCM2026_045-DE

au Maire la possibilité de réaliser des placements de trésorerie, sans condition de montant) et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est inférieur à 5 000 euros HT ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application des documents d'urbanisme ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

26° De demander à tout organisme financeur, dès lors que la dépense est inscrite au budget, l'attribution de subventions ;

31° D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L 2123-18 du présent code.

- **DECIDE qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, ces délégations seront exercées par la 1e Adjointe ;**
- **DECIDE qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Maire et de la 1e adjointe, ces délégations seront exercées par le 2e Adjoint ;**
- **PREND ACTE que le Maire rendra compte au Conseil Municipal de l'exercice de cette délégation ;**
- **PRECISE que la présente délibération rend caduque la délibération DCM2026/023 du 13 avril 2026.**

Pour extrait conforme.
Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le Secrétaire de séance,
Marie-Josèphe TOQUET

Le Maire,
Marie-Christine HELLO